

6^e Forum Mondial de l'eau - Marseille 2012



Le 1% solidaire pour l'eau : un dispositif présenté, valorisé et encouragé tout au long du Forum de Marseille

Bien plus que lors de tous les précédents Forums, celui de Marseille aura été l'occasion d'une très forte visibilité du 1% solidaire pour l'eau qui a fait l'objet de mentions dans les déclarations officielles et de débats lors de nombreuses sessions.

Dès l'ouverture du Forum, c'est au Village des Solutions que le pS-Eau a pu présenter la solution d'une extension en Europe du 1% solidaire. Proposée parmi plus de 1000 solutions, celle-ci a été retenue par les organisateurs du Forum pour être affichée au « City Hall ».

Le lendemain, c'est lors d'une session organisée par le PNUD que ce mécanisme de solidarité a été largement évoqué dans le cadre du lancement de « Global Water Solidarity », la nouvelle Plateforme pour la Promotion des mécanismes de solidarité décentralisés.

Le dialogue européen, en présence notamment de la Commissaire Européenne à l'aide humanitaire, aux crises et à l'urgence, et de la Présidente du Comité des Régions a lui aussi permis d'échanger à un haut niveau sur les possibilités d'encouragement de ce dispositif en Europe. Ces deux éminentes personnalités de nos institutions européennes ont toutes deux émis le souhait d'établir un dialogue sur cette question

afin de discuter sur la mise en place d'un tel dispositif en Europe.

Enfin, c'est à la Maison du Citoyen et de l'eau que s'est déroulé un débat sur la mise en œuvre du 1% solidaire pour l'eau pour les plus démunis, autour du lancement de la campagne 1% et la création du site www.water-1percent.org. Prémices d'une future plateforme européenne, ce site sera dédié au partage d'expériences entre les différents dispositifs existant en Europe et leur présentation.

Au-delà de ces nombreux débats, ce Forum a été aussi l'occasion d'une avancée majeure puisque le Parlement européen dans sa résolution votée le 15 mars a explicitement encouragé l'adoption par les Etats Membres d'un dispositif encourageant les gestionnaires des services d'eau et d'assainissement à consacrer jusqu'à 1% de leurs recettes à des actions de solidarité dans ce secteur.

Nous sommes nombreux à nous réjouir de ces avancées et espérons qu'elles se poursuivront surtout en cette année 2012, année européenne de l'eau !



Dialogue Européen du 15 mars

Exercer son rôle de maître d'ouvrage: quels enjeux, quels moyens?

Dans le cadre de la décentralisation en cours dans de nombreux pays, les collectivités locales au Sud sont désormais responsables de la gestion des services d'eau et d'assainissement sur le territoire. Elles ont en charge d'établir une planification, de mobiliser les ressources humaines et financières pour l'exécution des plans d'action, de réaliser les ouvrages, d'organiser et d'assurer le suivi et contrôle du service. La coordination de l'ensemble des acteurs et l'animation d'un dialogue avec toutes les parties prenantes constitue une approche transversale, à mener parallèlement à ces étapes.

L'ensemble de ces tâches sont complexes pour des communes souvent jeunes qui disposent de moyens limités pour exercer plei-

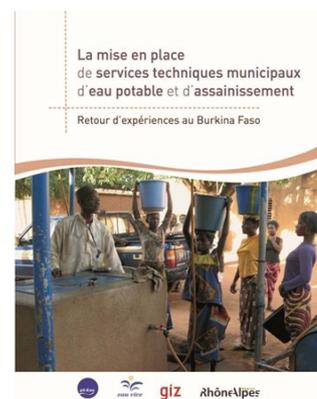
nement leur rôle de maître d'ouvrage. Les collectivités du Nord, à travers leurs expériences et expertises, sont des partenaires précieux pour les appuyer dans l'acquisition des compétences et savoir-faire nécessaires pour assumer ces missions. Les actions visant à renforcer la maîtrise d'ouvrage locale se déclinent de différentes manières : formations des acteurs impliqués dans la gestion du service (élus et techniciens), mise à disposition d'expertise par les services techniques au Nord, mise en place d'outils de suivi et de gestion.

Une des déclinaisons concrètes de cet appui est l'accompagnement à la mise en place d'un service technique municipal pour orienter les élus dans la prise de décisions politiques et en assurer le suivi ; coordonner

les acteurs et les différents modes de gestion d'un même territoire ; assurer un travail de mobilisation sociale auprès des populations.

Pour aller plus loin sur ce sujet:

« La mise en place de services techniques municipaux d'eau potable et d'assainissement », réalisé par le pS-Eau en partenariat avec Eau Vive, la GIZ et avec le soutien de la région Rhône-Alpes.



Téléchargeable sur www.pseau.org/burkina

Faciliter l'accès à l'eau en milieu rural!



Le monde néglige l'accès à l'approvisionnement en eau des populations rurales pauvres et un grand nombre de zones rurales du monde entier ne parviendra pas à atteindre la cible fixée par les OMD visant à réduire de moitié la proportion de la population privée d'accès à un approvisionnement en eau potable salubre. Le fossé existant à ce titre entre l'accès à l'eau en milieu rural et en milieu urbain est frappant. S'assurer de la continuité du service en zones rurales est également un autre défi de taille. C'est cette problématique que le Rural Water Supply Network - RWSN (www.rwsn.ch) a choisi de porter à l'occasion de ce 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Un des objectifs que vise RWSN est un engagement en faveur de « solutions éprouvées et innovantes », telle que présentées lors de leur

Forum à Kampala en 2011. RWSN propose de développer les compétences et le professionnalisme, de trouver de nouvelles ressources financières et humaines, et de tirer le meilleur parti de ce qui existe d'ores et déjà. 90 solutions pour l'eau en milieu rural ont été soumises sur le site solutionsforwater.org.

Les principes défendus par RWSN et illustrés par ces solutions sont : la fourniture de services d'eau permanents qui répondent aux besoins de tous ; un pilotage affirmé et assumé du secteur au niveau national ; des modes de financement pertinents et coordonnés.

Rencontres sur le forum



Abdou Hamani Waziri Insa, coordinateur de l'Ong Rail à Tessaoua (Niger).

« Ce forum est une formidable opportunité de contacts et d'approfondissement des connaissances, malgré la difficulté à organiser ses journées au regard de la multiplicité des sessions proposées. »



Pour Celestine Ketcha Courtès, maire de Bangangté (Cameroun), coprésidente de la session : *Autorités locales, le chemin parcouru d'Istanbul à Marseille* « le Forum est l'occasion de réaffirmer mon engagement à faire de l'accès à l'eau et l'assainissement une action prioritaire » .

Quels messages portés par les autorités locales au 6^e FME?

Interview



Henri Bégorre, Maire de Maxéville et Président du Partenariat Français pour l'Eau

Monsieur Bégorre, vous avez fortement participé à la rédaction de la contribution des autorités locales à ce 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Quels principaux messages fait-elle passer ?

HB: Premièrement, le Message des autorités locales adopté ce jeudi 15 mars fait écho à la déclaration ministérielle, qui elle-même reconnaît clairement pour la première fois le rôle des autorités locales dans l'organisation des services d'eau et d'assainissement, ce qui représente une grande avancée pour nous, collectivités locales, depuis le Forum d'Istanbul.

D'autant plus qu'il en découle une reconnaissance du besoin de renforcer les capacités de ces autorités locales pour assurer cette responsabilité, ainsi qu'un appel à une meilleure définition des rôles des auto-

rités organisatrices et de leur opérateurs.

Je tiens à souligner ici que nous avons veillé à bien montrer la distinction entre les autorités publiques, responsables de la décision politique et de la maîtrise d'ouvrage, et les opérateurs, qu'ils soient privés, en régie, ou autres, chargés de la gestion et de l'exploitation.

Ce forum se veut le forum des engagements. Quels engagements ont pris les autorités locales à la fin de cette semaine de débats et de présentation de solutions ?

HB: En réponse à la reconnaissance, par les ministres, du rôle des autorités locales, celles-ci ont accepté de s'engager ([voir les signataires du Pacte d'Istanbul](#)). Tous les acteurs s'organisent ainsi pour avoir les moyens d'assumer leurs responsabilités. D'où le paragraphe dans le Message, qui met en avant l'importance des processus de décentralisation, et la nécessité de mieux articuler les politiques internationales et nationales avec les stratégies territoriales de développement.

Le 6^e Forum Mondial de l'Eau a donc été une étape importante pour les autorités locales. Quelles sont les prochaines grandes échéances et quels messages souhaitez-vous continuer de porter sur la scène internationale ?

HB: Nous souhaitons que l'eau et l'assainissement soient au cœur des propositions pour Rio+20 et qu'y soit reconnu de la même manière le rôle des autorités locales. Nous ne doutons pas que les collectivités françaises et étrangères se mobiliseront pour cette échéance et cette thématique.

Enfin, une des grandes « solutions » que nous avons défendues lors de ce forum et que nous allons continuer de promouvoir est l'extension et le développement, en Europe et dans le monde, du principe de « 1% solidaire pour l'eau », qui existe par exemple en France par la loi Oudin-Santini, et par lequel la possibilité est donnée aux autorités locales, aux citoyens, et aux gestionnaires des services d'eau de s'engager dans la solidarité nationale et internationale pour l'accès des plus démunis à l'eau et à l'assainissement.

De la plus-value de la coopération décentralisée

La session « Coopération et solidarité internationale », coprésidée par Anne Walrick, adjointe au développement durable de la ville de Bordeaux, et Robert Winter, Maire de Glasgow, a permis de mieux connaître la perception des citoyens vis à vis des actions de solidarité internationale et d'aborder la question de l'extension du mécanisme du 1% solidaire en France et dans d'autres pays dans le monde.

La nécessité de promouvoir une véritable décentralisation de la gestion de ces services publics de base assortie du transfert des moyens financiers et humains a également été rappelée.

La coopération de collectivité à collectivité s'avère un des outils les plus efficaces pour offrir aux populations locales des services d'eau et assainissement correspondant à leurs besoins et adaptés à leur contexte environnemental, social et culturel. C'est en effet à ce niveau que se trouvent le savoir-faire et l'indispensable pilotage politique.

Les objectifs de ces coopérations sont de développer des capacités au travers de formation des techniciens, des ingénieurs et des élus mais aussi des usagers et de la société civile. Le parallèle avec la concertation menée par Bordeaux pour définir sa politique durable de la gestion de l'eau a montré l'importance de cette dimension dans les coopérations.

Le Maire de Kisumu a insisté sur la nécessité de développer des plateformes de partage de connaissances entre collectivités du Sud et impliquant les universités.

La Loi Oudin a été unanimement reconnue comme un formidable outil servant de levier pour d'autres fonds. Un appel a été lancé au plan national pour que beaucoup plus de collectivités s'engagent dans sa mise en œuvre. Son caractère addi-

tionnel et non substitutif aux autres instruments a bien été souligné.

Un sondage fait par les Agences de bassins révèle que 75% de la population et 80% des élus approuvent les coopérations décentralisées sur les biens communs.

A Barcelone, lors des débats publics organisés sur la réduction des déficits publics, aucun citoyen n'a remis en question la politique de solidarité internationale.



www.water-1percent.org